

05 -12- 2001

23 -01- 2001

NR.

N°

60659/60/109₁

4

CCT DU 29 NOVEMBRE 2001 COORDONNANT LES REGLES D'INTERVENTION DES EMPLOYEURS DANS LES FRAIS DE TRANSPORT

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission Paritaire de l'Industrie de l'Habillement et de la Confection.

Article 2

La convention collective de travail du 3 juillet 1991 fixant l'intervention des employeurs dans les frais de transport des travailleurs ainsi que la convention collective de travail du 22 juin 2001 modifiant la convention collective de travail susvisée du 3 juillet 1991 ne sont plus applicables depuis le 1er avril 2001.

La présente convention de travail est en vigueur depuis le 1er avril 2001 et remplace la convention collective de travail du 3 juillet 1991, modifiée par la convention collective de travail du 22 juin 2001, conformément aux nouveaux accords en la matière dans la convention collective de travail contenant l'accord de paix sociale 2001/2002 du 22 mai 2001.

CHAPITRE II – REGLES COORDONNEES CONCERNANT L'INTERVENTION DES EMPLOYEURS DANS LES FRAIS DE TRANSPORTS

I. TRANSPORT PUBLIC

Article 3: Transports en commun publics par chemin de fer

En ce qui concerne le transport organisé par la Société nationale des Chemins de Fer belges, l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport utilisé sera calculée sur la base du barème figurant en annexe de l'Arrêté Royal pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962, établissant l'intervention des employeurs dans la perte subie par la SNCB par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés.

Article 4: Transports en commun publics autres que les chemins de fer

En ce qui concerne les transports en commun publics, autres que les chemins de fer, l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements, pour les déplacements atteignant 5 km, calculés à partir de la halte de départ, sera déterminée suivant les modalités fixées ci-après:

- a) Lorsque le prix du transport est proportionnel à la distance, l'intervention de l'employeur est égale à l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social pour une distance correspondante, sans toutefois excéder 60% du prix réel du transport.
- b) Lorsque le prix est fixé quelle que soit la distance, l'intervention de l'employeur est déterminée de manière forfaitaire et atteint 56% du prix effectivement payé par le travailleur, sans toutefois excéder le montant de l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social, pour une distance de 7 km.

Article 5: Transports en commun publics combinés

Lorsque le travailleur combine le train et un ou plusieurs autres moyens de transport en commun public et qu'un seul titre de transport est délivré pour couvrir la distance totale - sans que dans ce titre de transport une subdivision soit faite par moyen de transport en commun publics- l'intervention de l'employeur sera égale à l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social.

Article 6

Dans tous les cas, autres que celui visé à l'article 5, où le travailleur utilise plusieurs moyens de transport en commun public, l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue est calculée comme suit:

Après que l'intervention de l'employeur, en qui ce concerne chaque moyen de transport en commun public qu'utilise le travailleur, a été calculée conformément aux dispositions des articles 3, 4a, 4b et 5 de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'additionner les montants ainsi obtenus afin de déterminer l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue.

Article 7: Epoque de remboursement

L'intervention de l'employeur dans les frais de transport supportés par les travailleurs sera payée une fois par mois pour les travailleurs ayant un abonnement mensuel ou à l'occasion de la période de paiement qui est d'usage dans l'entreprise en ce qui concerne les titres de transport qui sont valables pour une semaine.

Article 8: Modalités de remboursement

- a) Les employeurs doivent vérifier les droits des travailleurs à une intervention dans les frais de transport. Au 1^{er} janvier 2002 au plus tard, ils veilleront à disposer d'une déclaration signée de chaque travailleur mentionnant la distance exacte entre le domicile et le lieu de travail, ainsi que la nature du moyen de transport utilisé pour se déplacer entre le domicile et le lieu de travail. L'absence d'une telle déclaration signée ne constitue pas une raison de ne pas payer d'intervention dans les frais de transport.
- b) Les travailleurs doivent communiquer dans les plus brefs délais toute modification de cette situation de la même façon.
- c) L'employeur peut à tout moment vérifier si la déclaration d'un travailleur correspond à la réalité.

Article 9

L'intervention de l'employeur dans les frais de transport sera payée sur présentation des titres de transport, délivrés par la SNCB et/ou les autres sociétés de transport en commun public.

II - MOYENS DE TRANSPORT PRIVE

Article 10

- §1 Dans les entreprises qui ne mettent pas de moyen de transport collectif à la disposition des ouvriers et ouvrières, les modalités d'intervention des employeurs sont fixées comme suit pour les ouvriers et ouvrières utilisant un moyen de transport privé, pour autant que la distance la plus courte à parcourir de leur domicile au lieu de travail en une seule direction, atteigne ou dépasse 10 km:
- a) Les employeurs doivent vérifier les droits des travailleurs à une intervention dans les frais de transport. Au 1^{er} janvier 2002 au plus tard, ils veilleront à disposer d'une déclaration signée de chaque travailleur mentionnant la distance exacte entre le domicile et le lieu de travail, ainsi que la nature du moyen de transport utilisé pour se déplacer entre le domicile et le lieu de travail. L'absence d'une telle déclaration signée ne constitue pas une raison de ne pas payer d'intervention dans les frais de transport.
 - b) Les travailleurs doivent communiquer dans les plus brefs délais toute modification de cette situation de la même façon.
 - c) L'employeur peut à tout moment vérifier si la déclaration d'un travailleur correspond à la réalité.
- § 2 L'intervention de l'employeur est égale à 50% du prix de la carte train, assimilée à l'abonnement social, visé à l'article 3 de l'Arrêté Ministériel du 10 décembre 1990 modifiant les prix à percevoir pour le transport des voyageurs sur le réseau de la SNCB, pour le nombre de kilomètres correspondant.

L'intervention de l'employeur ne pourra toutefois être supérieure, pour un même nombre de kilomètres, à l'intervention sur base du barème visé à l'article 3 de la présente convention collective de travail.

Article 11

L'intervention de l'employeur dans les frais de transport supportés par les ouvriers et ouvrières sera payée au moins une fois par mois.

L'intervention de l'employeur a lieu seulement pour les jours de présence au travail selon les modalités fixées par l'article 10.

III. TRANSPORT ORGANISE PAR LES ENTREPRISES AVEC LA PARTICIPATION FINANCIERE DES OUVRIERS ET OUVRIERES OU ORGANISE PAR LES ENTREPRISES A LEUR CHARGE EXCLUSIVE POUR UNE PARTIE DU TRAJET

Article 12

Lorsque l'employeur organise le transport avec la participation financière des travailleurs ou lorsque l'employeur organise une partie du trajet à ses frais exclusifs, il convient de rechercher, en ce qui concerne la participation de l'employeur aux frais de transport des travailleurs, une solution qui s'inspire des dispositions de la présente convention et par les considérations suivantes:

- pour le transport organisé par les entreprises avec la participation financière des ouvriers et ouvrières, l'intervention des entreprises est calculée en tenant compte des charges supportées déjà par les entreprises pour l'organisation de ce transport;
- pour le transport organisé par les entreprises à leur charge exclusive pour une partie du trajet et au cas où les ouvriers et ouvrières utilisent également des moyens de transport en commun public, l'intervention de l'employeur est calculée sur base de la distance totale effectuée avec un moyen de transport en commun, en soustrayant toutefois les frais supportés déjà par l'entreprise pour le transport organisé par celle-ci;
- l'intervention financière des ouvriers et ouvrières ne pourra toutefois être supérieure au montant, fixé comme intervention de l'employeur à l'article 3 de la présente convention collective de travail;
- les droits acquis pour les ouvriers et ouvrières restent toutefois maintenus.

IV. INTERVENTION POUR TOUS LES TRAVAILLEURS

Article 13

Une indemnisation de 10 BEF (0,2429 euro) par journée de travail prestée effectivement sera en plus accordée à tous les ouvriers et ouvrières, nonobstant le moyen de transport de et vers le lieu de travail.

V. DUREE DE LA CONVENTION

Article 14

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er avril 2001 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par l'une des parties signataires, moyennant un préavis de 3 mois, à signifier par une lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission Paritaire de l'industrie de l'Habillement et de la Confection et aux organisations représentées au sein de cette commission paritaire.

05 -12- 2001

23 -01- 2002

NR.
N°60654 140 | 109
1

4

**C.A.O. VAN 29 NOVEMBER 2001 TOT COORDINATIE
VAN DE REGELS INZAKE TUSSENKOMST VAN DE
WERKGEVERS IN DE VERVOERSKOSTEN**

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeid(st)ers van de ondernemingen welke onder het paritair comité voor het Kleding- en Confectiebedrijf ressorteren.

Artikel 2

De collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juli 1991 tot vaststelling van de tussenkomst van de werkgevers in de vervoerskosten van de werklieden en werksters en de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 juni 2001 tot wijziging van hogervermelde collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juli 1991 zijn niet meer van kracht sedert 1 april 2001.

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst is van kracht vanaf 1 april 2001 en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juli 1991, gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 22 juni 2001, overeenkomstig de nieuwe afspraken terzake in de collectieve arbeidsovereenkomst houdend akkoord van sociale vrede 2001/2002 van 22 mei 2001.

**HOOFDSTUK II – GECOORDINEERDE REGELS INZAKE TUSSENKOMST VAN DE
WERKGEVER IN DE VERVOERSKOSTEN**

I. OPENBAAR VERVOER

Artikel 3 : Gemeenschappelijk openbaar treinvervoer.

Wat het door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen georganiseerd vervoer betreft, zal de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het gebruikte vervoerbewijs berekend worden op basis van het barema, dat is opgenomen in bijlage aan het koninklijk besluit dat getroffen werd in uitvoering van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van de werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de N.M.B.S. ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden.

Artikel 4 : Gemeenschappelijk openbaar vervoer, met uitzondering van het treinvervoer.

Voor wat betreft het gemeenschappelijk openbaar vervoer, met uitzondering van het treinvervoer, zal de bijdrage van de werkgever in de prijs van de abonnementen voor de verplaatsingen vanaf 5 km, berekend vanaf de vertrekhalte, vastgesteld worden volgens de hierna vastgestelde modaliteiten :

- a) wanneer de prijs van het vervoer in verhouding tot de afstand staat, is de bijdrage van de werkgever gelijk aan de werkgeverstussenkomst in de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement voor een overeenstemmende afstand, zonder evenwel 60 % van de werkelijke vervoerprijs te overschrijden;

- b) wanneer de prijs een eenheidsprijs is, ongeacht de afstand, wordt de bijdrage van de werkgever forfaitair vastgesteld en bedraagt 56 % van de effectief door de werknemer betaalde prijs, zonder evenwel het bedrag van de werkgeverstussenkomst in de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement voor een afstand van 7 km te overschrijden.

Artikel 5 : Gecombineerd gemeenschappelijk openbaar vervoer.

Ingeval de werknemer gebruik maakt van een combinatie van de trein en één of meerdere andere gemeenschappelijke openbaar vervoermiddelen dan de trein, en er wordt slechts één vervoerbewijs afgeleverd voor het geheel van de afstand - zonder dat in dit vervoerbewijs een onderverdeling wordt gemaakt per gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel - zal de bijdrage van de werkgever gelijk zijn aan de werkgevers tussenkomst in de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement.

Artikel 6

In elk ander geval dat de werknemer meer dan één gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel gebruikt dan voorzien in artikel 5, wordt de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afstand als volgt berekend :

nadat met betrekking tot elk afzonderlijk gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel waarvan de werknemer gebruik maakt de bijdrage van de werkgever is berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 3, 4a, 4b en 5 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, worden de aldus bekomen bedragen bij elkaar opgeteld om de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afgelegde afstand vast te stellen.

Artikel 7 : Terugbetalingstijdstip.

De bijdrage van de werkgever in de door de werknemers gedragen vervoerkosten zal maandelijks betaald worden voor de werknemer met een maandabonnement of ter gelegenheid van de betaalperiode die in de onderneming gebruikelijk is voor de vervoerbewijzen die geldig zijn voor een week.

Artikel 8 : Modaliteiten van terugbetaling.

- a) De werkgever dient zich te vergewissen van de rechten van de werknemer op een tussenkomst in de vervoerskosten. Ten laatste vanaf 1 januari 2002 ziet hij erop toe te beschikken over een ondertekende verklaring van elke werknemer waarin de juiste afstand tussen de woonplaats en de werkplaats wordt medegedeeld, evenals de aard van het vervoermiddel dat zij gebruiken om zich te verplaatsen tussen de woonplaats en de werkplaats. Het ontbreken van een dergelijke ondertekende verklaring is geen reden om geen tussenkomst in de vervoerskosten te betalen.
- b) De werknemers moeten iedere wijziging van deze toestand in de kortst mogelijke tijd op dezelfde wijze mededelen.
- c) De werkgever mag op elk ogenblik nagaan of de verklaring van een werknemer met de werkelijkheid strookt.

Artikel 9

De tussenkomst van de werkgever in de vervoerkosten zal betaald worden op voorlegging van de vervoerbewijzen, uitgereikt door de NMBS en/of de andere maatschappijen van gemeenschappelijk openbaar vervoer.

II - PRIVATE VERVOERMIDDELEN

Artikel 10

§ 1. In de ondernemingen welke geen collectief vervoermiddel ter beschikking van de werklieden en werksters stellen, worden, voor de werklieden en werksters die gebruik maken van een privaat vervoermiddel, voor zover de kortst af te leggen afstand van hun woning tot de werkplaats in één richting 10 km of meer bedraagt, volgende modaliteiten van tussenkomst van de werkgever in de vervoerkosten bepaald :

- a) De werkgever dient zich te vergewissen van de rechten van de werknemer op een tussenkomst in de vervoerskosten. Ten laatste vanaf 1 januari 2002 ziet hij erop toe te beschikken over een ondertekende verklaring van elke werknemer waarin de juiste afstand tussen de woonplaats en de werkplaats wordt medegedeeld, evenals de aard van het vervoermiddel dat zij gebruiken om zich te verplaatsen tussen de woonplaats en de werkplaats. Het ontbreken van een dergelijke ondertekende verklaring is geen reden om geen tussenkomst in de vervoerskosten te betalen.
- b) De werknemers moeten iedere wijziging van deze toestand in de kortst mogelijke tijd op dezelfde wijze mededelen.
- c) De werkgever mag op elk ogenblik nagaan of de verklaring van een werknemer met de werkelijkheid strookt."

§ 2. De tussenkomst van de werkgever is gelijk aan 50 % van de treinkaart geldend als sociaal abonnement, bepaald bij artikel 3 van het Ministerieel Besluit van 10 december 1990 houdende wijziging van de prijzen voor het vervoer van reizigers op het net van de NMBS, voor het overeenstemmende aantal kilometers.

De tussenkomst van de werkgever zal nochtans, voor eenzelfde aantal kilometers, nooit hoger kunnen zijn dan de tussenkomst op basis van het barema, bedoeld in artikel 3 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 11

De tussenkomst van de werkgever in de door de werklieden en werksters gedragen vervoerkosten zal minstens éénmaal per maand worden betaald.

De tussenkomst van de werkgever vindt slechts plaats voor de dagen van aanwezigheid op het werk, volgens de modaliteiten vastgesteld bij artikel 10.

III - DOOR DE ONDERNEMING MET DE FINANCIËLE DEELNEMING VAN DE WERKLIEDEN EN WERKSTERS GEORGANISEERD VERVOER OF DOOR DE ONDERNEMINGEN VOOR EEN GEDEELTE VAN HET TRAJECT UITSLUITEND OP EIGEN KOSTEN GEORGANISEERD VERVOER

Artikel 12

Ingeval het transport is georganiseerd door de werkgever, met de financiële deelneming van de werknemers, of indien de werkgever een gedeelte van het traject uitsluitend op eigen kosten heeft georganiseerd, dient, wat zijn bijdrage in de kosten van vervoer der werknemers betreft, een oplossing te worden gezocht die is ingegeven door de bepalingen van onderhavige overeenkomst en door de volgende overwegingen :

- voor het door de ondernemingen met financiële deelneming van de werklieden en werksters georganiseerd vervoer, wordt de tussenkomst van de ondernemingen berekend met inachtneming van de door de ondernemingen reeds gedragen lasten voor de organisatie van dat vervoer;
- voor de door de ondernemingen voor een gedeelte van het traject uitsluitend op eigen kosten georganiseerd vervoer en ingeval de werklieden en werksters eveneens gemeenschappelijke openbare vervoermiddelen gebruiken, wordt de tussenkomst van de werkgever berekend op basis van de totale met een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel afgelegde afstand met aftrek nochtans van de kosten welke de onderneming reeds draagt voor het door haar georganiseerd vervoer;
- de financiële tussenkomst van de werklieden en werksters mag echter niet hoger zijn dan het bedrag, bepaald als werkgeverstussenkomst bij artikel 3 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst;
- de verworven rechten van de werklieden en werksters blijven echter behouden.

IV. TUSSENKOMST VOOR ALLE WERKNEMERS

Artikel 13

Aan alle werklieden en werksters wordt daarenboven een vergoeding van 10 BEF (0,2429 EURO) per werkelijk gepresteerde arbeidsdag betaald, ongeacht de wijze van verplaatsing van en naar het werk.

V - DUUR VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 14

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 april 2001 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door één der ondertekenende partijen worden opgezegd, mits een vooropzeg van 3 maand, te betekenen bij een ter post aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor het kleding- en confectiebedrijf en aan de in dit paritair comité vertegenwoordigde organisaties.